• Hebdomadaire
politiquement incorrect
• mercredi 31 octobre 2018
• n° 2895 • 3,50 €

minute

L'arnaque de la « transition énergétique »

17 novembre : pourquoi il faut se mobiliser

Déjà plus de 500 000 signatures contre la hausse du prix de l'essence, des initiatives qui se multiplient pour bloquer les routes partout en France, la journée de mobilisation du samedi 17 novembre s'annonce importante. Le début d'une jacquerie des *« gars qui roulent au diesel »* ? Peut-être. Mais l'Etat ne doit pas être la seule cible.

En une phrase, le porte-parole du gouvernement, **Benjamin Griveaux**, a réussi à rendre **Wauquiez** sympathique. Le gonze, fils de notables – papa notaire, maman avocate – qui l'avaient prénommé Benjamin-Blaise, et ancien strauss-kahnien passé dans le sillage de sa femme à la macronie, a réagi à l'idée de *« ticket carburant »* avancée par Laurent Wauquiez, à la suite de **Guillaume Peltier**, sur le modèle des *« tickets restaurant »*, par cette saillie relevée par le « Journal du dimanche » : *« Wauquiez, c'est le candidat des gars qui fument des clopes et qui roulent au diesel. Ça n'est pas la France du XXIe siècle que nous voulons. »*

On ne sait pas exactement quelle France du XXIe siècle *« ils »* veulent, encore que ça doit ressembler à un pays où on ne fume pas, où on ne boit pas, où on ne drague pas, où on ne cause même pas car en France, quand on se met à causer, on se met vite à causer politique et à menacer de détacher les pétoires du râtelier, une France où on ne flingue même plus les bêtes à viande qui sont des êtres sensibles comme vous et moi, et où on ne roule plus du tout. Car sous couvert de nous imposer la *« transition énergétique »*, il est devenu hors de prix de rouler en véhicule terrestre à moteur thermique, c'est-à-dire d'aller travailler, d'emmener ses enfants à l'école, d'aller faire ses courses, etc.

L'Etat s'en met toujours plus dans les poches

En un an, le prix du diesel a bondi de 24 % ! Dans certaines stations, il dépasse le prix de l'essence sans plomb. Et ce n'est pas fini puisque, au 1er janvier prochain, les taxes sur le diesel augmenteront encore de 6,5 centimes par litre contre une hausse de 2,9 centimes par litre pour l'essence. Or ce sont bien les taxes qui sont la cause de cette flambée, et de la baisse de pouvoir d'achat que celle-ci entraîne pour l'immense majorité des Français qui ne vivent pas à Paris.

Selon les plus récentes données de l'Union française des industries pétrolières (Ufip), sur un litre de diesel à 1,44 euro, ce qui est déjà difficile à trouver, 85 centimes, soit 59 %, est dû aux taxes ! Sur un litre de SP 95, les taxes se montent à 62 % ! La part la plus importante est constituée par la TICPE, la taxe intérieur de consommation sur les produits énergétiques : 59 centimes par litre de diesel, qui seront 65 centimes en 2019 et 78 centimes en 2022 ! Qui plus est, cette taxe… est taxée ! La TICPE est soumise à la TVA ! Soit 20 % en plus d'impôt sur l'impôt ! Avec une TICPE de 59 centimes, cela fait 12 centimes de TVA. Sans compter la TVA qui est déjà appliquée au départ du calcul sur la matière brute qu'est le pétrole.

Avec le litre de carburant qui va dépasser 1,50 euros le litre – 10 francs ! –, on vous laisse calculer le surcoût mensuel pour celui qui parcourt 80 kilomètres par jour juste pour aller à son travail et en revenir. Même s'il déclare des impôts aux frais réels, puisque la grille tarifaire n'a pas été réévaluée. Le sera-t-elle pour la déclaration 2019 ? Rien n'est moins sûr, puisque le but est de forcer les Français à réaliser la *« transition énergétique »*. Quelle belle formule !

La vérité sur la « transition énergétique »

Or la *« transition énergétique »*, c'est quoi ? Officiellement, cela consiste à passer des énergies fossiles, non renouvelables – et émettrices de gaz à effet de serre, tenues, selon la doxa officielle, pour responsables du réchauffement climatique –, à des énergies *« propres »* et renouvelables à l'infini. En réalité, c'est la dernière invention et, il faut le dire, l'une des plus géniales du capitalisme. Le problème principal du système capitaliste est que, quand le consommateur dispose de tout, il n'achète plus. D'où l'obsolescence programmée, qui a longtemps assuré un taux de renouvellement des objets anormal mais tout à fait profitable à leurs producteurs. Le procédé ayant été éventé, la nécessité de la *« transition énergétique »* est venue s'y substituer. En tirant les leçons des méthodes devenues inefficaces.

Primo : puisqu'elle est *« écologique »*, comprendre *« morale »* et *« citoyenne »*, la *« transition énergétique »* bénéficie cette fois du soutien de toutes les associations et autorités morales qui, jusque-là, combattaient le capitalisme. Secundo : les Etats ayant été convaincus que tel était le seul moyen de *« sauver la planète »*, ils prennent désormais toutes les mesures coercitives possibles et imaginables pour forcer les citoyens à acquérir de nouveaux matériels, en l'occurrence, ici, des *« véhicules propres »*.

Nous n'en sommes pas encore à la situation du Danemark, où le premier ministre a annoncé vouloir *« interdire la vente de nouvelles voitures essence et diesel »* d'ici à 2030 mais nous y venons, puisque, déjà, les maires des principales capitales européennes, dont Paris, n'en voudront plus d'ici à 2025, et que la France songe à les bannir totalement à échéance de 2040 ! Le 17 novembre, ce n'est pas seulement contre l'exorbitant racket étatique qu'il faudra manifester, mais contre le rouleau compresseur capitalistique, qui n'a pas résolu un tout petit problème : pour qu'il puisse nous vendre des voitures électriques, encore faudrait-il qu'il nous laisse les moyens de les lui acheter. **Minute**

M 06468 - 2895 - F: 3,50 €

Haute trahison pour le 11 novembre p. 2-4

BRESIL : Bolsonaro, le diable et le bon Dieu p. 5

Jean-Frédéric Poisson L'islam se propage à visage découvert p. 11

la té-lé les rend fous

SEINE SAINT-DENIS TERRE D'ISLAM

Dimanche 21 octobre,
« Et en même temps », BFM TV

Fabrice Lhomme, qui, avec son alter ego **Gérard Davet**, vient de diriger *Inch' Allah, l'islamisme à visage découvert* (Fayard), souligne que plus de la moitié des habitants de la Seine-Saint-Denis sont musulmans. Il donne un exemple de ce que cette surreprésentation implique pour les populations autochtones : *« Il y a une phrase forte de la préfète déléguée à l'égalité des chances en Seine-Saint-Denis qui s'appelle Favela Benrabia, une personne dont on peut dire qu'elle sait de quoi elle parle, qui dit que notamment les boucheries traditionnelles ferment et que, même, on empêche ceux qui voudraient ouvrir des boucheries traditionnelles de le faire. »* Conséquence prévisible : plus de repas de substitution dans le *« neuf-trois »*, halal obligatoire pour tous, sauf à devenir vegan !

BRUTALITE JUDICIAIRE

Dimanche 21 octobre, le JT de TF1

Jean-Michel Blanquer réagit (avec un temps de retard) à l'agression dont a été victime une enseignante du lycée Edouard-Branly de Créteil (Val-de-Marne), menacée par un élève armé d'un revolver qui se révèlera factice : *« ça réclame de notre part une réaction de fermeté totale. C'est ce qui est en train de se produire avec d'une part la procédure judiciaire en cours et d'autre part des sanctions disciplinaires qui évidemment seront très fermes. »* Côté fermeté : après avoir été mis en examen, l'agresseur a été laissé en liberté avec – et ce n'est pas une plaisanterie – interdiction d'entrer en contact avec la victime et interdiction de porter ou de détenir une arme. Quelle autorité !

EN AUTO-SUBSISTANCE

Lundi 22 octobre, « Droit de suite », LCP

Après le tandem **Lhomme-Davet**, c'est au tour du journaliste Frédéric Ploquin (« Marianne ») de mettre un coup de projecteur sur la Seine-Saint-Denis : *« C'est un département emblématique du trafic de stupéfiants. Certains policiers, certains enquêteurs fiscaux considèrent que la Seine-Saint-Denis est un narco-Etat. Le montant du trafic de stupéfiants serait passé*

Haute trahison pour le 11 novembre

Pour Macron, plutôt la gouvernance mondiale que la patrie !

« *Plus jamais ça !* », disait-on après la Grande Guerre. « *Plus jamais ça !* », dira-t-on après ce que mijote Emmanuel Macron pour le centenaire de l'armistice de 1918. Le 11 novembre, plutôt que de célébrer la patrie et les 1,4 million de Français qui sont morts pour elle, sans compter les 300 000 civils, le chef de l'Etat ouvrira le « *Forum de Paris sur la paix* ». En réalité, un forum pour la « *gouvernance mondiale* ». Où toute idée de nation est abandonnée, et même combattue. Indigne !

Ce sera une de ces réunions où se dessine, sans les peuples et souvent contre eux, l'avenir du monde. Du 11 au 13 novembre, et la date a été choisie à dessein, **Emmanuel Macron** a convoqué le gratin de la *« gouvernance mondiale »* pour un grand raout. Objectif : défendre le *« multilatéralisme »* et lutter contre les populismes. Se servir du 11 novembre pour lutter contre le nationalisme, le populisme, le patriotisme, et bénéficier d'une tribune pour les élections européennes, en compagnie de tout le gratin du *« globalisme »*, Macron l'a osé.

« Un évènement international sans précédent » ; *« le nouveau rendez-vous annuel des idées et des projets en matière de gouvernance mondiale »* ; *« un lieu d'échanges, de débats et de solutions novatrices »* ; *« la plate-forme mondiale des projets de gouvernance »* ! Les expressions ne manquent pas pour qualifier le *« Paris Peace Forum »*, le Forum de Paris sur la paix. A l'initiative du rendez-vous, Emmanuel Macron lui-même. Il l'avait d'ailleurs annoncé, officiellement, le 4 janvier dernier, en conclusion de ses vœux au corps diplomatique.

Au programme de ces trois jours, une cérémonie d'ouverture avec discours d'**Angela Merkel** et d'**Antonio Guterres**, le secrétaire général de l'ONU, différentes prises de parole de chefs d'Etat, un discours d'Emmanuel Macron, des conférences, des tables rondes, des grands débats et un *« hackaton »* – contraction de *« hack »* et de marathon, c'est-à-dire la création d'outils informatiques (pirates ?) en peu de temps – sur *« la transparence des données financières »*. Seront également présentés à cette occasion cent vingt projets portés par *« des acteurs clefs de la gouvernance mondiale »* (cf. encadré page 4). Jusqu'à 20 000 personnes *« issues de la politique, de l'économie, des universités, des médias et de la société civile »* sont attendues à cette grand-messe de la mondialisation.

Facebook et Google en puissances dominantes

L'objectif de ce forum : *« Défendre et réformer le multilatéralisme »*. Rien que ça. Une urgence, selon les organisateurs, *« à un moment de tension internationale croissante, où les défis globaux qui dépassent les frontières n'ont jamais été aussi grands »*. Dans sa vidéo de présentation, Emmanuel Macron est d'ailleurs très clair. La voix grave, l'air solennel, il pointe le *« risque de la division, des nationalismes, du repli, des grandes peurs qui ferait douter les démocraties »*. Et c'est pour cela qu'il veut *« rassembler chefs d'Etats et de gouvernements, des*

La Chine à la place des Etats-Unis

Les Etats-Unis de Donald Trump sont les grands absents du Forum de Paris sur la Paix. Pas étonnant, quand on sait que le président américain a fait d'*« America first »* son slogan de campagne. Pour lui, le multilatéralisme comme arme américaine pour gérer le monde, c'est fini ! Place aux relations bilatérales entre les Etats.

Le dernier *tweet* de Donald Trump saluant l'élection de Jair Bolsonaro en est un nouvel exemple : *« Nous sommes convenus que le Brésil et les Etats-Unis travailleront en étroite collaboration sur le commerce, l'armée et tout le reste. »*

Résultat, c'est la Chine qui se place en grand défenseur du multilatéralisme. Ainsi, le projet des Routes de la soie, lancé par le gouvernement chinois en 2013, sera au cœur d'une conférence. Un projet qui permet aux Chinois de décloisonner le nord-est de leur pays, de tenir leur marché captif du Caucase et d'Asie centrale, et, comme l'écrivait Jeanne Smits dans nos colonnes, de *« relier la Chine à l'ensemble du continent asiatique et européen par le train et par la route, tandis qu'elle pourra également écouler ses exportations par une nouvelle "ceinture maritime" vers les grandes villes asiatiques, la pointe de l'Inde et l'Afrique, puis Suez et la Turquie pour arriver jusqu'en Italie »*.

« *Avec le projet des Routes de la Soie*, lit-on pourtant dans la présentation du Forum de Paris, *la Chine se présente sous un nouveau jour à ses partenaires de la mondialisation.* » Avec l'air encore plus réjoui de ceux qui savent qu'ils peuvent passer à l'offensive et que les Européens leur diront merci ? ■

Un charlot à l'organisation

Pour organiser le Forum de Paris sur la paix, il fallait un connaisseur, un vrai. Le quai d'Orsay a donc envoyé son directeur du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie, Justin Vaïsse. C'est lui qui préside l'association organisatrice du Forum, aux côtés de Sciences Po, de la fondation allemande Körber, de la fondation Mo Ibrahim – du nom d'un milliardaire anglo-soudanais, qui, chaque année, note l'action des chefs d'Etats africains et publie, en toute modestie, *« l'indice Ibrahim de la gouvernance africaine »* (sic !) –, de l'institut français des relations internationales (Ifri) et de l'institut Montaigne.

Diplômé de Sciences Po, normalien, agrégé, docteur en histoire et enseignant, Justin Vaïsse a un CV comme les aime Emmanuel Macron : après avoir travaillé dans un « think tank » américain, il a été appelé au quai d'Orsay en 2013 par Laurent Fabius, alors ministre des affaires étrangères.

En 2007, Vaïsse publie avec l'Américain Jonathan Laurence un essai intitulé *Intégrer l'Islam – La France et ses musulmans : enjeux et réussites*, aux éditions Odile Jacob. Les enjeux, on les voyait déjà, la réussite, on ne la voyait déjà pas, mais il allait nous expliquer tout cela.

Le livre est en fait un véritable plaidoyer pour un meilleur accueil de l'islam et des musulmans. *« Quand la France se regarde dans son miroir imaginaire,* écrit-il, *elle se voit blanche et catholique, ou non croyante. En fait, elle est devenue diverse, et elle l'est de plus en plus ; il suffit pour le constater de prendre le métro, ou, de façon plus révélatrice encore, d'aller visiter une école publique dans l'une des grandes agglomérations du pays ou à sa périphérie. »* Autrement dit, et rien que pour cela, cela valait la peine d'y jeter un œil, le grand remplacement, c'est bien une réalité !

Sauf que l'auteur ne s'en alarme pas, bien au contraire. *« La France,* poursuit-il, *est devenue un pays divers tout en gardant son unité, en réalisant pleinement sa vocation universaliste. Il n'y a aucun doute : l'islam transforme la France, mais peut-être en lui faisant redécouvrir ses propres idéaux et s'accomplir un peu plus elle-même. »* Désolé mais, quand on devine une forme féminine sous un tissu noir, dont on sait depuis peu que ça s'appelle une burqa, on ne pense pas immédiatement aux *« idéaux »* de la France…

Les – très éventuelles – difficultés de cette société multiculturelle qu'est devenue la France – en attendant de devenir monoculturelle, mais ceci n'engage que nous – ne semblent pas inquiéter Justin Vaïsse. *« Le phénomène de radicalisation terroriste* […] *touche une très mince fraction des musulmans du pays, quelques dizaines par an »*, se réjouit celui qui est, redisons-le avec effroi, directeur du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères !

Pire encore, cinq ans seulement avant Mohammed Merah, il écrit : *« Si l'on ne déplore depuis 1995 aucun attentat semblable à ceux perpétrés à Madrid (2004) ou à Londres (2005), c'est peut-être que les choses ne vont pas si mal en France – c'est aussi que le dispositif antiterroriste français est très performant, ce qui a pour effet d'empêcher les attentats, et donc leurs effets induits dévastateurs sur l'image des musulmans français. »*

Visionnaire, le gars ! ■

dirigeants d'organisations internationales, des dirigeants d'ONG, des intellectuels », pour *« penser, agir, faire le multilatéralisme d'aujourd'hui, construire la paix parce qu'elle est en danger »* !

En réalité, à travers ce genre de manifestation, ce n'est pas tant la paix que leurs intérêts que cherchent à défendre les défenseurs de la mondialisation et du multilatéralisme. Il est vrai que ces dernières années, avec le Brexit, les élections inattendues de **Donald Trump** aux Etats-Unis, de **Jair Bolsonaro** au Brésil, la montée du populisme qui *« brise les ressorts de l'action collective »*, le rejet de l'immigration massive, le retour de l'idée de frontière, le retour de la protection des intérêts nationaux, notamment aux Etats-Unis, l'heure n'est pas à la fête pour les tenants de la mondialisation. Le multilatéralisme a du plomb dans l'aile et c'est bien pour cela qu'Emmanuel Macron, plus que jamais dans son rôle de défenseur du progressisme, veut le *« réinventer »*.

Si ce Forum sur la paix est l'heure de gloire du président de la République, ce sera aussi celle des grandes multinationales. Microsoft est parmi les *« partenaires principaux »* de l'événement, tandis que Google et Facebook sont annoncés dans plusieurs tables rondes et présenteront également plusieurs de leurs projets. La Fondation Ford, AXA ou encore BNP Paribas, pour les entreprises françaises, ont mis la main au portefeuille – donc au nôtre, au moins pour ce qui concerne la BNP et AXA – pour soutenir l'initiative.

George Soros et son armée de fondations

Tous les réseaux associatifs mondialistes seront présents, avec, par exemple, la Global Challenge fondation, dont le nom est déjà tout un programme. Mais surtout, il faudra compter sur les fondations Open Society de l'inévitable **George Soros**. Sur le site de l'événement, elles sont poliment présentées comme le *« réseau philanthropique international soutenant des milliers d'organisations de la société civile à travers le monde »*. Un réseau qui incarne *« les valeurs représentées par le Forum de Paris sur la Paix »*. Pas un mot sur, par exemple, les tentatives de déstabilisation du gouvernement hongrois…

D'ailleurs, les fondations Soros ne sont pas de simples invités. Elles sont parmi les *« partenaires principaux »* du Forum, avec notamment Microsoft ou encore la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit, l'Agence publique allemande de développement. Dans ce forum, l'Open Society sera là *« pour affirmer le rôle des acteurs de la société civile et des ONG qui œuvrent à ce que les individus puissent s'exprimer librement dans les débats qui les concernent »*.

Cerise sur le gâteau, le propre fils de George Soros, Alexander, vice-président de l'organisation de papa, interviendra lors d'une table ronde sur *« Philanthropie sans entropie : un cadre mondial pour la générosité »*, tandis que le président des fondations de George Soros, **Patrick Gaspard**, interviendra sur la situation des ONG, dont *« la marge de manœuvre* […] *n'a cessé de diminuer y compris au sein des démocraties libérales »*. Suivez mon regard…

A croire que l'armistice a été signé à Davos

Au total, pas moins de quarante-neuf tables rondes, conférences et débats, avec des invités de marque, sont programmés. Le tout est réparti en cinq grands thèmes : paix et sécurité,

suite page 4

la té-lé les rend fous

en trois ans de 1,5 milliard d'euros à 3 milliards d'euros et ferait vivre environ 150 000 personnes. Le montant du budget du département : 2 millions d'euros ! » D'ici à ce qu'ils réclament leur indépendance…

MACRONITE AIGUË

Lundi 22 octobre, « Bachelot, la suite », LCI

C'est en tant que porte-parole des partisans de la GPA (les *« mères porteuses »*) que le *« spécialiste »* **Marc-Olivier Fogiel** intervient. Pourtant, il bifurque et se lance dans un exercice de flagornerie envers le président de la République : *« Je pense qu'il devrait se ménager un petit peu. C'est vrai que quand on veut changer le monde, ça ne va pas à la vitesse qui avait été imaginée. Alors il a tendance à ne pas se ménager de moments de pause. A 3 heures du matin, vous avez un président de la République qui va vous répondre, alors qu'à 3 heures du matin, le commun des mortels dort. »* A l'exception des éboueurs, des infirmières, des internes, des pompiers, des flics, etc.

MACRON LES PIEDS DANS L'AUDE

Lundi 22 octobre, le JT de LCI

Emmanuel Macron s'est rendu dans l'Aude afin d'assurer ses habitants de la solidarité nationale, eux qui ont subi des inondations qui outre les dégâts matériels ont fait 14 morts. C'est à Trèbes qu'il a tenu une allocution dont voici un court extrait : *« Je salue cette ville qui a eu à subir les drames que nous connaissons, cette ville que j'ai vue debout. Trèbes, c'est une ville de la République et la République, c'est vous. »* Est-ce vraiment le lieu, le moment, de jouer sur les mots pour régler ses comptes avec **Mélenchon** ?

UN FAIT DIVERS COMME TANT D'AUTRES

Lundi 22 octobre, « Bourdin direct », RMC Découverte

Première réaction de la famille de ce garçon qui a menacé son professeur à Créteil : via un communiqué, elle dénonce *« une affaire montée en épingle »*. Sans commentaire.

ROCK'N ROLL ATTITUDE

Lundi 22 octobre, « Stupéfiant », France 2

On sait qu'**Eddy Mitchell** n'est guère porté sur le cinéma *« intello »*,

⇨

la té-lé les rend fous

le rocker préférant le bon vieux cinoche d'**Audiard** et les westerns. Ainsi, quand **Léa Salamé** lui rappelle qu'il s'est permis de dire : *« Si Godard fait du cinéma, je suis la femme à barbe »*, **Schmoll** persiste et signe : *« Godard pour moi, c'est un peu comme David Bowie avec le rock'n roll, c'est un escroc. » « Oh non !,* s'offusque son interlocutrice, *vous ne pouvez pas dire ça ! » « Ecoutez, quand vous arrivez avec une plume dans le cul et les cheveux en pétard… »* Que ceux de mes amis qui sont fans de l'un ou l'autre voire des deux veuillent bien me pardonner, mais ça fait bien longtemps que je n'avais ri d'aussi bon cœur !

SURENCHERE INUTILE

Mardi 23 octobre, « La Matinale », CNews

Un groupe d'*« experts »* de l'ONU vient de condamner la France, coupable d'avoir verbalisé deux femmes qui portaient un voile islamique intégral. **Eric Ciotti** s'emporte contre ce comité Théodule : *« La burqa, c'est une prison pour les femmes, c'est terrifiant d'en arriver là. Il faut respecter la loi et plus fortement. J'ai déposé une proposition de loi faisant en sorte que le port de la burqa soit désormais un délit. »* Déjà, faire appliquer la sanction actuelle nous comblerait !

SCENES DE VIE EN BANLIEUE

Mardi 23 octobre, « L'Heure des pros », CNews

Pascal Praud cite le témoignage d'une gynécologue, elle-même d'origine immigrée, qui exerce son métier en Seine-Saint-Denis : *« Elle raconte que, très souvent, il y a réfection d'hymen et que sont établis des certificats de virginité pourtant interdits par l'ordre des médecins. Et elle ajoute : "Je vois le nombre de voiles augmenter. Nous, on avait la foi, pas le voile. Les mères se sont battues pour des droits, pas pour voir leurs petites filles couvertes de la tête aux pieds."»* Et pendant ce temps-là, nos féministes guerroient pour obtenir que soit généralisée l'écriture inclusive. Cherchez l'erreur-e…

DE L'ART ORATOIRE

Mercredi 24 octobre, « C à vous », France 5

M[e] **Eric Dupond-Moretti**, le bien falot successeur des **Floriot**, **Tixier**, **Maurice Garçon**, **Isorni**, est l'avocat de **Hapsatou Sy**, qui a porté plainte contre **Eric Zemmour** pour racisme,

Suite de la page 3

environnement, développement, nouvelles technologies, économie inclusive.

Ainsi, le président de Microsoft, l'Américain **Brad Smith** échangera avec **Jean-Yves Le Drian** sur le thème de *« gagner la paix digitale »*. De même, Facebook, Google et eBay déblatèreront autour d'une table ronde sur *« l'intelligence artificielle : un défi pour demain »*, avec le directeur des relations internationales de Google, **Ross Lajeunesse**, **Antoine Bordes** le directeur de Facebook Artificial Intelligence Research, et **Martin Tisné** d'Omidyar Network, la fondation du créateur d'eBay. Autant dire que quand Facebook, Google et eBay se retrouvent autour d'une table, ce n'est pas simplement pour boire un coup.

Jacques Attali – toujours dans les bons coups – débattra sur le sujet *« faire une place aux citoyens dans la gouvernance mondiale »* (*« Le moment est-il venu de créer un parlement mondial ? »*) ; **Laurent Fabius**, président du Conseil constitutionnel, interviendra sur le *« pacte mondial pour l'environnement »*. **Stephen Breyer**, membre de la Cour suprême des Etats-Unis, nommé par **Bill Clinton**, instruira le public sur le *« rôle des Cours suprêmes pour proposer des politiques durables tournées vers les générations futures »*, et donc sur un droit transnational encore plus puissant, etc.

Parmi les thèmes des débats, on trouve également les *« migrations internationales : la longue route vers une approche globale »*, animée par **Rouba Mhaissen**, une *« économiste, activiste et experte de la question des réfugiés syriens »*, ou encore les *« inégalités femmes-hommes »*.

Finalement, que penser de ce forum ? Quelle influence aura-t-il ? Difficile de le dire précisément sans tomber dans un complotisme de bas étage. Mais force est de constater que réunir dans la même salle, au même moment, tous ces représentants d'institutions et de puissantes organisations qui partagent la même vision du monde – *« l'homme nomade »* cher à Attali, vivant dans un *« village monde »*, pour une croissance toujours plus importante – n'est pas anodin.

Comme à Davos, par exemple, ce sera l'occasion, pour cet aréopage de personnalités influentes, de décideurs, de chefs d'états et milliardaires engagés de se rencontrer, d'échanger et de prendre des décisions, qui, sous couvert de lutte contre le réchauffement climatique ou de protection de la démocratie, vont d'abord dans le sens de leurs intérêts politiques et économiques et de leur agenda sociétal.

Et le peuple, à l'arrière, il en pensera quoi ? Pas sûr qu'il *« tienne »*. ■

Jean Masson

Les projets du nouveau monde

Dans le cadre du Forum de Paris sur la paix, cent vingt projets vont être présentés. Cent vingt projets reprenant les thèmes justifiant la tenue de ce Forum : développement, économie inclusive, environnement, nouvelles technologies, paix et sécurité. Tous ont été lancés par des gouvernements, des organisations internationales, des grandes multinationales, des ONG. L'occasion pour les heureux sélectionnés de *« discuter et faire progresser les projets »*, et de leur trouver des financements. Parmi eux, dix seront d'ailleurs sélectionnés et soutenus officiellement par le Forum.

Ces cent vingt initiatives forment une vraie liste à la Prévert, à laquelle il ne manque que les ratons laveurs, encore qu'on n'en est pas loin puisque cela va de la *« conservation des espèces de chats sauvages du monde entier »* – a-t-on pensé à inviter Dick Rivers ? –, au *« ré-ensauvagement des tortues géantes d'Aldabra dans les îles de l'ouest de l'océan Indien »* en passant par le *« Moon village »*, porté par la très sérieuse Agence spatiale européenne, qui *« consiste à établir à la surface de la lune une présence permanente capable d'accueillir de nombreux utilisateurs pour un large panel d'usages multiples »* – un bagne lunaire pour remédier à la surpopulation carcérale et éloigner définitivement les nuisibles, voilà une idée qui mériterait d'être étudiée ! – ou encore le plan de développement de la paix, via la pratique du taekwondo chez les réfugiés, porté par la Corée !

Notons aussi celui-ci baptisé *« les chouettes effraies ne connaissent pas de frontières »*, à l'initiative de l'université de Lausanne, qui *« rassemble des personnes d'Israël, de Jordanie et de l'Autorité palestinienne pour résoudre un problème environnemental et motiver les agriculteurs à réduire l'utilisation des rodenticides »* ! Le rodenticide, du latin *rodere*, ronger, ayant pour objet de tuer les rongeurs considérés comme nuisibles, tels que les rats, ragondins, souris, etc., il n'est pas certain que dans le contexte local, cela ne donne pas plutôt de fort regrettables idées à des colons voulant faire place nette sur le terrain qu'ils convoitent.

Tout cela serait amusant, si, à côté de ces projets presque folkloriques, on ne trouvait pas des initiatives beaucoup plus inquiétantes.

Ainsi, Facebook présentera son projet *« AI and Ethics »*, sur l'intelligence artificielle ; l'organisation turque Xynteo présentera *« Embark »*, *« un service de mentorat inversé qui met en relation des jeunes réfugiés talentueux* – mais ne le sont-ils pas tous, chacun dans leur genre… ? – *avec des chefs d'entreprise afin de mettre en lumière le potentiel des migrants »*.

Autre exemple, illustrant parfaitement l'objet du Forum de Paris sur la paix, cette *« campagne pour une philanthropie de gouvernance mondiale »* initiée par Nexus, une organisation évidemment *« philanthropique »* basée à Washington, qui, selon son site internet, *« promeut un monde juste et durable qui célèbre la diversité et gouverne par le paradigme selon lequel "nous sommes tous dans le même bateau"*. Cette campagne, nous explique cette organisation dont le nom est tout de même synonyme d'esclavage, a pour but de *« pousser la philanthropie mondiale à créer de nouveaux systèmes, plus démocratiques et plus durables »*, bref, de changer nos systèmes politiques.

Autre projet, celui de Facebook France. La filiale française du géant américain, dirigée par Laurent Solly, un proche de Nicolas Sarkozy, profitera de ces trois jours à Paris pour présenter *« une vue d'ensemble des efforts et des initiatives de protection de la sécurité des élections et de l'engagement civique mis en œuvre à la suite des élections américaines de 2016 »*. Autrement dit, comment éviter que Facebook et les réseaux sociaux n'échappent à leurs créateurs et permettent, comme cela a été le cas aux Etats-Unis, de porter au pouvoir des candidats antisystème !

Pas de doute : quand la démocratie n'est plus le meilleur système à l'exception de tous les autres, il est urgent de la mettre sous contrôle. ■

La large victoire de Jair Bolsonaro dans un pays de 200 millions d'habitants, le Brésil, est un nouveau signal des avancées du populisme et du recul du mondialisme.

Sur fond de poussée évangélique

Bolsonaro, le diable et le bon Dieu

« *America first* », répète **Trump**, et ce slogan suffit pour qu'on en fasse un populiste. « *Le Brésil au-dessus de tout* », s'écrie **Jair Bolsonaro**, mais il ajoute : « *Dieu au-dessus de tous* ». Ce double slogan a fait l'identité politique du nouvel homme fort au Brésil, qui vient de l'emporter, avec plus de 55 % des suffrages. Celui qui se présente lui-même comme un « *Trump tropical* » est aujourd'hui à la tête d'un pays-monde qui a le sang chaud.

On le répute intolérant, mais c'est lui qui a failli être assassiné – au couteau – durant la campagne électorale, le 7 septembre dernier. Bien entendu, il s'agissait d'« *un déséquilibré* », unanimement condamné, d'ailleurs, par la classe politique. Après plusieurs jours d'hôpital, non seulement Bolsonaro est sur pied, mais il est vainqueur, ayant gagné son pari en interrompant la longue gouvernance corrompue du Parti des travailleurs et de la gauche radicale, christiano-communiste.

Sous les portraits des généraux…

Il faut bien reconnaître que l'on sait assez peu de chose du nouveau responsable du Brésil, vite taxé par les journalistes de « *fâchiste* ». Il a été capitaine dans l'armée brésilienne, mais a rapidement raccroché l'uniforme pour faire de la politique : on ne le dit pas assez, il a été député pendant 27 ans et connaît parfaitement les institutions de son pays. Vieux routier de la vie parlementaire, cela reste un homme simple, sans masque : les murs de son bureau de parlementaire sont décorés de portraits des généraux de la junte militaire qui a gouverné le pays entre 1964 et 1985.

Il a été élu à la tête du Brésil sans chercher à jouer un personnage autre que le sien. Là encore, sans masque et sans triche, en promettant à son adversaire corrompu, **Fernando Haddad**, qu'il irait pourrir en prison avec « *les autres* » (comprenez l'ancien président **Lula**, qui y est déjà, et **Dilma Rousseff**, qui n'en est pas loin puisqu'elle a abdiqué pour corruption en 2016).

Les passions politiques sont montées comme rarement dans un pays pétri de passions ; mais le vote électronique a été absolument transparent. Pour voter Bolsonaro, il fallait composer le 17. Le scrutin qui vient de lui donner huit points d'avance sur son adversaire du Parti des Travailleurs est insoupçonnable.

Parmi les facteurs de son élection, on trouve au premier rang, bien sûr, le ras-le-bol face à la corruption, que le PT avait rendue comme institutionnelle. On constate aussi une forte demande de sécurité. Les chiffres en ce domaine sont accablants pour la gauche sortante et sortie. En dix ans, sous la présidence pacifiste des Lula et Dilma Rousseff, on compte 500 000 homicides et 63 880 pour la seule année dernière : un chiffre colossal. Cela fait comprendre l'atmosphère qui règne dans ce vaste pays multiculturel.

On daube parfois, c'est vrai, sur la misogynie supposée de Bolsonaro. Telle de ses saillies n'est sans doute pas très fine. Mais en réalité, les femmes ont très majoritairement voté pour lui : elles ont voté sans état d'âme pour leur sécurité.

…et un serment devant Dieu

Dernier facteur de ce raz-de-marée populiste : avec des exhortations à l'ordre moral, on assiste à un retour du religieux ; tous les experts citent parmi les facteurs déterminants qui ont fait cette élection triomphale, le vote des évangéliques. D'origine italienne, le nouvel élu est au départ et reste officiellement un bon catholique. Mais il ne cache pas son attrait pour les évangéliques. Après son élection, pour prononcer l'allocution rituelle, il était entouré de sa troisième épouse Michelle, elle-même baptiste, et du pasteur évangélique qui les a mariés, **Silas Malafaia**, fondateur d'une méga-church du nom de « *l'Assemblée de Dieu, victoire en Christ* ».

Bolsonaro, ainsi entouré, n'y est pas allé par quatre chemins : « *Mon gouvernement défendra la Constitution, la démocratie, la liberté, ceci n'est ni la promesse d'un parti, ni la parole vaine d'un homme, mais c'est un serment devant Dieu.* ».

Le Parti des Travailleurs et Lula, l'ex-président aujourd'hui emprisonné, devaient, eux, beaucoup aux cathos de gauche, en particulier à un religieux, **Frei Betto**, cofondateur du PT. Cette sensibilité (qui est aussi un peu sans doute celle du pape argentin) est aujourd'hui complètement marginalisée au Brésil. Frei Betto est désespéré. Il a vu le diable : « *Attendons de voir ce qui va se passer. J'ai comparé l'élection de Bolsonaro à celle de* ***Hitler****. Hitler aussi a été élu démocratiquement en 1933. Les choses sont devenues bien pires, par la suite, comme nous le savons tous. Est-ce que ce sera la même chose avec Bolsonaro ? Je ne l'exclus pas.* »

Une *reductio ad hitlerum* aussi naïve marque le désarroi d'une certaine Eglise empêtrée dans les choix de l'époque de Vatican II, il y a plus d'un demi-siècle maintenant, et qui ne sait pas ou ne veut pas s'adapter à l'ère nouvelle, perdant du terrain sans cesse face aux évangéliques, qui représentent aujourd'hui près du tiers de la population brésilienne. Eux ont compris dans quel monde nous vivions, adaptant leur théologie à l'ultra-capitalisme, en confondant ouvertement la prospérité matérielle et la bénédiction divine. Dans le Brésil des privatisations que prépare Bolsonaro, ils ont le vent en poupe ! ■

Joël Prieur

la té-lé les rend fou

ce qui nous vaut cette envolée que l'on a bien du mal à qualifier de lyrique : « *Il y a des prénoms qui, selon Zemmour, sont des insultes à la France. Moi j'aurais choisi Marine plutôt que… Qu'est-ce qu'il a choisi ?… Ah oui, Corinne !* » Mais où sont les maîtres d'antan ?

14-18, CONNAIS PAS

Mercredi 24 octobre, « Zemmour et Naulleau », Paris Première

Eric Zemmour met en perspective le choix fait par l'Elysée de ne pas célébrer la victoire militaire de 1918. Pour justifier cette décision, la présidence de la République a évoqué le fait qu'il ne fallait pas humilier les Allemands et qu'en outre les Poilus « *étaient des civils que l'on avait armés* » : « *Savez-vous qu'on a refusé de commémorer Austerlitz et qu'en revanche on a envoyé le Charles De Gaulle pour commémorer Trafalgar ? "C'est des civils qu'on a armés", c'est une honte ! Ce n'était pas des civils qu'on a armés, c'était l'armée française, héritière de la Grande Armée de Napoléon, de l'armée des rois. C'est honteux de la part de l'Elysée, mais c'est très révélateur de la volonté des élites françaises de noyer le patriotisme dans une espèce de bain de merde européen, voire mondialiste.* » Et sans même l'enrober dans un bas de soie.

VAINQUEUR DE VERDUN, CONNAIS PAS

Mercredi 24 octobre, « Zemmour et Naulleau », Paris Première

Eric Naulleau surprend son monde, **Zemmour** compris, lorsqu'à son tour il évoque la Grande Guerre : « *Je souhaite qu'elle soit célébrée dans toutes ses ambivalences : grand moment patriotique mais aussi boucherie, la montrer dans toute sa gloire et son absurdité, et, parmi les maréchaux, s'il faut célébrer le maréchal Pétain en tant qu'homme de la Première Guerre mondiale, moi ça ne me dérange pas.* » Il ne devrait même pas y avoir polémique sur ce point !

VOYOUS OU (ET) MALADES MENTAUX

Vendredi 26 octobre, « L'Heure des pros », CNews

Laurent Joffrin est devenu un habitué de cette rubrique qu'il alimente en moyenne deux fois par mois.

la té-lé les rend fous

Il faut dire qu'à mes yeux, il fait figure de mètre étalon du bobo gauchisant parisien. Jugez-en : *« Tout le monde sait que les causes de la délinquance sont en grande partie sociales. L'immigration joue un rôle parce qu'on rajoute des pauvres aux pauvres ou parce que le déracinement, l'exil, provoquent des troubles psychologiques qui rendent les gens plus enclins à la délinquance. »* C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles nous militons pour qu'ils puissent conserver leur équilibre mental en restant chez eux !

NAULLEAU CONVERTI ?

Vendredi 26 octobre, « Balance ton post », C8

Eric Naulleau déplore la montée de l'islamisme en France en des termes que ne renierait pas son ami **Eric Zemmour** : *« Dans mon quartier, quand il y a le ramadan, il y a des femmes musulmanes qui font la chasse à d'autres femmes musulmanes qui ne le pratiquent pas. Et on fait fermer des commerces tenus par des musulmans et qui vendent du porc. Ces musulmans modérés quittent les rangs de la République pour verser dans l'islamisme pour être tranquilles. »* Dix ans de collaboration avec l'autre Eric, ça vous rend lucide.

FAUT TOUT LUI EXPLIQUER !

Samedi 27 octobre, « C l'hebdo », France 5

Sophia Chikirou, la *« proche »*, comme ils disent, de **Jean-Luc Mélenchon** et prestataire de services dudit Mélenchon, a cité, chez **Ruth Elkrief**, **Jean-Michel Apathie** parmi les journalistes misogynes qui l'ont condamnée avant même qu'elle soit jugée. Sa Seigneurie ne supporte évidemment pas un tel crime de lèse-majesté : *« L'argument est un peu stupide. C'est très intéressant de l'entendre dire : "Je ne baisserai pas les yeux, il faudra me crever les yeux." Personne ne veut crever les yeux de personne. »* C'était juste une image, votre Boursouflure… ■

Rubrique réalisée par Thierry Herbé
thierryherbe@gmail.com

Tirant une première leçon des scrutins régionaux, en Bavière puis en Hesse, qui ont vu la CDU (ou son allié la CSU) perdre dix points à chaque fois, Angela Merkel va quitter la présidence de son parti. Mais tenter de rester à la chancellerie jusqu'en 2021.

Après deux scrutins désastreux

Merkel se rapproche de la sortie

Souvenez-vous, c'était l'été dernier, nous étions en pleine coupe du monde de football. L'équipe d'Allemagne, tenante du titre et favorite pour accrocher une cinquième étoile à son maillot, venait d'en sortir par la petite porte, privée de phase finale pour la première fois de son histoire. *« Passes, impairs et manques : rien ne va plus en Allemagne »*, avions-nous titré à la Une de notre n° 2879 du 4 juillet, le surtitre étant : *« La Mannschaft éliminée, Merkel qui pourrait suivre… »*

Prémonitoire. Quatre mois plus tard, nous y sommes presque. Si **Angela Merkel** est encore – mais pour combien de temps ? – chancelière fédérale, un poste qu'elle occupe depuis bientôt treize ans, lorsque, à l'issue des élections législatives de 2005 remportées par la CDU et son allié bavarois la CSU, elle a succédé au social-démocrate **Gérard Schröder**, elle vient d'annoncer, à deux mois du scrutin, qu'elle renonçait à briguer un nouveau mandat à la tête de son parti, mandat qui eût été… le dixième !

Même **Konrad Adenauer** n'était pas resté aussi longtemps à la présidence de l'Union chrétienne-démocrate – quinze ans, contre dix-huit ans, donc, pour Merkel –, le seul à avoir fait mieux étant **Helmut Kohl**, demeuré le patron tout-puissant de la CSU durant un quart de siècle, de 1973 à 1998, la dernière décennie ayant été marquée par le grand œuvre historique, qui n'était pas propice à une passation de pouvoirs, de la réunification.

Mais si le SPD s'en va, elle saute !

La chancelière fédérale a donc annoncé à la fois qu'elle ne briguerait pas la présidence de la CDU au congrès de décembre prochain, mais que son actuel mandat de chancelière, qui court jusqu'en 2021, serait le dernier. Ces deux déclarations contredisent ce qu'elle avait dit il y a moins de trois semaines et sont contraires à la tradition du parti. C'est elle-même qui a réaffirmé qu'il revenait au chef du parti majoritaire de diriger le gouvernement fédéral. Et il n'y a eu qu'une seule entorse à cette règle : poussé hors de la chancellerie à l'âge de 87 ans en 1963, par ses propres partisans, le fondateur du parti, Konrad Adenauer, n'eut pas à subir de surcroît l'affront de se faire chasser de la tête du parti qu'il conserva pratiquement jusqu'à sa disparition quatre ans plus tard.

Rien ne contraindra donc Angela Merkel à quitter la chancellerie après que son successeur aura été désigné à la tête de la CDU, si ce n'est sa propre appréciation. Mais elle risque sérieusement d'être poussée vers la sortie. D'abord, faute de majorité. Dès dimanche soir, **Andrea Nahles**, la présidente du SPD, le parti social-démocrate associé au gouvernement d'Angela Merkel, a manifesté un réel agacement devant le nouveau plongeon de son parti. Une fois encore, le SPD a réalisé le pire score de son histoire, sous les 20 %, mais cette fois-ci en Hesse, un Land qu'il a dirigé pendant plus de cinquante ans depuis 1947.

Le SPD n'avait accepté de reconduire à Berlin la Grande Coalition – qui n'a plus de grande que le nom puisqu'elle ne rassemble la majorité absolue que de justesse – qu'au bout de six mois de tractations après les élections de septembre 2017 et sous les pressions plus que pesantes de l'Union européenne, de la France, et du président fédéral, socialiste, **Frank-Walter Steinmeier**.

Constatant que l'indifférenciation entre gauche et droite, chère à Merkel, l'entraîne irrémédiablement vers le fond, la base du SPD veut claquer la porte.

Il semble dorénavant qu'Andrea Nahles préfère aller aux élections en opposition frontale avec la CDU qu'attendre une remontée sondagière qui n'a, objectivement, aucune raison d'intervenir dans le cadre du statu quo.

En face, le raisonnement est identique chez les adversaires de Merkel.

Deux semaines après les élections en Bavière, la CDU a encore reculé de 10 points en Hesse au profit de l'AfD, des libéraux du FDP et, dans une moindre mesure, des Verts, son partenaire de coalition au Landtag de Wiesbaden. Le ministre-président de Hesse, **Volker Bouffier**, proche de Merkel, devrait d'ailleurs reconduire cette coalition qui obtient la majorité absolue à une voix près : 69 sièges sur 137.

Trois candidats pour sa succession

Pour l'instant, il y aurait trois prétendants à l'élection de décembre à la tête de la CDU. D'abord, **Annegret Kramp-Kerrenbauer**, secrétaire générale du parti, qui a, à son tour, critiqué le principe de la Grande Coalition. Elle s'évertue, tout au long d'un tour d'Allemagne des militants, à gommer son image de centriste héritée de son statut de dauphine officielle de Merkel, défendant notamment la famille.

Il y a aussi le jeune ministre de la Santé, **Jens Spahn**, 38 ans, qui affiche un profil *« à droite toute »* et sa proximité idéologique avec le chancelier autrichien **Sebastian Kurz.** Spahn a émergé sur la scène politique il y a déjà quelques années par ses virulentes critiques contre la politique migratoire d'Angela Merkel. Handicap : son homosexualité non dissimulée – il est *« marié »* à un journaliste – pourrait poser quelques légers scrupules à un parti chrétien fondamentalement attaché à la famille traditionnelle. Aucun des deux ne pourra de toute façon être élu chancelier avec l'actuel Bundestag qu'il faudrait donc dissoudre.

Apparaît enfin **Armin Laschet**, ministre-président du Rhin septentrional-Westphalie. S'il emporte la présidence du parti, il pourrait être tenté, tout au moins dans un premier temps, de se faire élire chancelier par une coalition *« jamaïcaine »*, noire CDU, jaune FDP, Verte. On sait le leader libéral du FDP, **Christian Lindner**, très hostile à collaborer avec les Verts, mais ceux-ci ont tout de même le vent en poupe au détriment des socialistes, et Christian Lindner est surtout infiniment moins allergique à Laschet qu'à Merkel.

Mais est-ce que la base CDU et le partenaire CSU, qui en ont avant tout assez qu'on confonde la droite et la gauche, suivraient une telle combinaison ?

Si elle se mettait en place, il faudrait attendre les prochaines élections régionales pour en avoir une idée : en mai 2019 à Brême, puis dans un

peu moins d'un an en Saxe, au Brandebourg et en Thuringe.

La CDU a-t-elle intérêt à se lancer dans une telle combinaison ? Son partenaire naturel et traditionnel est le FDP et il n'y a aucune raison pour qu'une bonne partie des électeurs qui se sont tournés vers le FDP pour cause de merkelisme perpétuant une Grande Coalition qui ne devait être qu'une solution transitoire, ne revienne pas au bercail à la faveur d'élections anticipées autour d'un leader chrétien-démocrate qui serait clair dans ses choix et doté d'un programme de législature tout aussi clair avec le FDP.

Et l'AfD, direz-vous ? Là est la seule certitude : nul ne voulant s'allier avec elle, elle restera dans l'opposition. ■

Karl Taïdic

Si la France pouvait s'en inspirer…

Les droites autrichiennes à l'épreuve du pouvoir

L'*« union des droites »*, à l'épreuve du pouvoir, ça donne quoi ? En Autriche, ça ne donne que du bon. Exemples avec de récentes mesures prises par le gouvernement de Sebastian Kurz et Heinz-Christian Strache en matière d'immigration et de politique familiale.

Depuis décembre 2017, l'Autriche est gouvernée par une coalition de droite qui s'était mise d'accord sur un *« Programme de gouvernement 2017-2022 »* intitulé *« Ensemble. Pour notre Autriche »*, fort de 180 pages. A la chancellerie, **Sebastian Kurz** (ÖVP, conservateur), dont les élus européens siègent avec ceux de LR au sein du Parti populaire européen (PPE), et, à la vice-chancellerie, **Heinz-Christian Strache** (FPÖ, le Parti de la liberté), ses députés au Parlement européen siégeant eux avec ceux du Rassemblement national au sein du groupe Europe des nations et des libertés (ENL).

En l'espace de quelques semaines, ce gouvernement vient de prendre diverses mesures (ou de les faire adopter par le Parlement) qui, chose incroyable vue de France, correspondent aux promesses qu'ils avaient faites et pour lesquelles les électeurs ont porté ces deux partis au pouvoir.

Gouverner, c'est prévenir les migrations

Dans le cadre de la *« stratégie nationale en matière de migration »*, Kurz et Strache avaient promis d'*« assurer le maintien de l'ordre public et de la sécurité en Autriche grâce au contrôle des frontières »* et de ne rétablir la libre circulation des personnes que lorsque les migrations illégales seraient stoppées et *« les frontières extérieures de l'UE sécurisées »*. Or, malgré la présidence autrichienne du Conseil de l'Europe, en cours, ce n'est pas franchement le cas.

En conséquence, **Herbert Kickl**, le ministre de l'Intérieur (FPÖ), a décidé de prolonger les contrôles aux frontières de l'Autriche pour une nouvelle période de six mois, le maximum autorisé par le règlement de l'Espace Schengen, justifiant sa décision par *« un nombre encore trop élevé d'agressions commises par des personnes entrées illégalement ou résidant sur le territoire fédéral au titre des demandes d'asile »*. Comme quoi, si, en France, on se refuse à reconnaître qu'il existe un lien entre immigration et criminalité, on n'a pas les mêmes pudeurs en Autriche.

Un journaliste lui ayant demandé pourquoi prendre une telle mesure alors qu'il n'y a presque plus de réfugiés, Kickl, appliquant le *« gouverner, c'est prévoir »*, a répondu : *« Nous savons qu'il y a des dizaines de milliers de personnes dans les Balkans et qu'elles n'ont toutes qu'un seul objectif : venir en Europe centrale et donc aussi en Autriche. Et nous devrions ne plus contrôler nos frontières ? Ce serait irresponsable. »*

Ne plus laisser les migrants aux mains des ONG

De même Herbert Kickl – toujours lui – qui était jusqu'à son entrée au gouvernement le secrétaire général du parti de Heinz-Christian Strache, a annoncé que son grand chantier pour 2019 allait être la création d'une agence fédérale de prise en charge des demandeurs d'asile, qui devra être opérationnelle en 2020.

Le but : éviter que les migrants ne soient exclusivement pris en charge que par des ONG, comme l'Association autrichienne des droits de l'homme (VMÖ), qui leur fournissent toute l'assistance juridique leur permettant, de recours en recours, de faire durer leur séjour dans le pays avec l'espoir de s'y établir définitivement. Là encore, tout ressemblance avec des pratiques existant en France n'est pas le produit de l'imagination…

« S'il n'ont aucune perspective d'asile, les demandeurs d'asile doivent le savoir dès le début », a expliqué Herbert Kickl : *« Nous devons dire à beaucoup de gens dès le départ que c'est inutile qu'ils déploient tant d'efforts pour obtenir l'asile »*, car ils ne répondent pas aux critères autrichiens. Aussi l'agence fournira-t-elle également un service de traduction, qui leur expliquera la réalité du pays et de sa législation, plutôt que de les laisser entre les mains des ONG qui les entretiennent dans de *« faux espoirs »*.

Un grand pas vers la préférence nationale

Enfin, à l'initiative de **Juliane Bogner-Strauss** (ci-dessus), ministre (ÖVP) des Femmes, de la Famille et de la Jeunesse, le Parlement a décidé de restreindre, la semaine dernière, le montant des allocations familiales versées aux travailleurs étrangers lorsque les enfants de ceux-ci ne résident pas en Autriche. Considérant que le niveau de vie est très inférieur en Roumanie par exemple à ce qu'il est en Autriche – exemple pas totalement pris au hasard… –, à compter du 1er janvier 2019, les sommes versées ne seront plus uniformes mais indexées sur le coût de la vie des pays dans lesquels vivent ces enfants.

Pour ne pas être accusé de mégoter, l'Autriche s'est engagée à établir ses calculs en fonction des données fournies par Eurostat, l'office européen des statistiques, ce qui devrait diminuer d'un gros tiers les sommes versées à ces allocataires allochtones. Juliane Bogner-Strauss estime pouvoir récupérer ainsi 100 millions d'euros par an sur les 273 millions qui sont dépensés à ce titre. Une somme qui sera réinvestie… dans la politique familiale en faveur des Autrichiens.

Vous avez dit priorité nationale ? ■

Lionel Humbert

La rédaction vous conseille

Gilbert Collard s'est fait un nom pour ses plaidoiries retentissantes.
Il a été Partie civile contre Klaus Barbie et contre Geneviève de Fontenay dans une affaire de Miss.
Il a plaidé pour le général Paul Aussaresses, Laurent Gbagbo, le président de Côte d'Ivoire, Charles Pasqua ou Pierrette Le Pen.
Aujourd'hui, il plaide pour l'union nationale, alors que la France est à un moment décisif de son histoire.
On n'arrivera à rien tant qu'on ne fera pas l'union. Il faut faire l'union par tous les moyens.
Je ne sais pas encore quelle forme peut prendre cette union, mais je saisqu'elle est indispensable. Le progrès de cette union, c'est « France d'abord ».

abonnement à 55 € au lieu de 65 €.

OUI, je commande …… exemplaire(s) du numéro 961 de *Monde&Vie* au prix unitaire de 5,00 euros port compris sur :
Me Collard : L'union son credo politique

soit : 5,00 euros x …… ex = …… euros

Je m'abonne au tarif préférentiel de 55 euros (au lieu de 65), 16 N°.

Nom : ……
Prénom : ……
Adresse : ……
……
Commune : ……
Code postal : ……

Règlement à retourner à : Monde & Vie, 15 rue d'Estrées - 75007 Paris

En novembre, un rapport d'experts va préciser les conditions dans lesquelles la France pourra *« restituer »* aux pays d'Afrique noire des œuvres d'art africain conservées dans les musées nationaux. D'abord de façon *« temporaire »*. Puis de façon définitive. Une loi d'exception pourrait être mitonnée par Emmanuel Macron pour contourner le principe d'inaliénabilité.

Macron a son Talon d'Achille

Inventaire avant liquidation des œuvres d'art africaines

En novembre 2017, **Emmanuel Macron** s'était offert une tournée en Afrique noire pour s'excuser auprès des indigènes… que la France ait été une grande puissance civilisatrice. Le 28 novembre, il donnait ainsi un one-man-show à l'université de Ouagadougou, au Burkina Faso – ancienne Haute-Volta –, où, après le traditionnel refrain du repentir (*« Je suis d'une génération de Français pour qui les crimes de la colonisation européenne sont incontestables et font partie de notre histoire »*), il entamait un couplet inédit, en annonçant qu'il comptait restituer aux pays d'Afrique sub-saharienne les œuvres d'art africain conservées dans les musées français : *« Je ne peux pas accepter qu'une large part du patrimoine culturel de plusieurs pays africains soit en France.* […] *Le patrimoine africain doit être mis en valeur à Paris mais aussi à Dakar, à Lagos, à Cotonou, ce sera une de mes priorités. Je veux que d'ici cinq ans, les conditions soient réunies pour des restitutions temporaires ou définitives du patrimoine africain en Afrique. »*

70 000 œuvres passées au peigne fin

Cette promesse-là n'est pas restée sans lendemain. Le 19 mars 2018, le président confiait à deux experts la mission de réfléchir aux conditions et modalités de restitution et de lui remettre un rapport en novembre.

Le premier expert est une experte. Elle s'appelle **Bénédicte Savoy**, elle est professeur au collège de France, et, agrégée d'allemand, elle est réputée pour ses travaux sur les *« spoliations artistiques de la France »*… en Allemagne. La totalité de ses publications porte d'ailleurs sur l'art d'outre-Rhin. *« Nous sommes face à un défi historique, avec le sentiment que quelque chose est possible »*, a-t-elle déclaré sitôt désignée, ajoutant, anticipant sur les travaux qui n'avaient pas encore commencé : *« Plusieurs exemples ont montré que les conditions de conservation se créent ou s'améliorent dès que les biens reviennent. »*

Le second expert est un économiste… sénégalais, **Felwine Sarr**, connu pour être l'auteur en 2016 d'un essai intitulé *Afrotopia* (éd. Philippe Rey), dans lequel il invite les Africains à se décoloniser l'esprit et à penser par eux-mêmes pour s'affranchir du joug économique et politique de la France et de l'Europe… *« Ce qui m'intéresse, c'est l'avenir. C'est de voir comment on "solde" cette histoire difficile »*, a-t-il aussitôt déclaré au « Monde ». Solde par bradage, avant liquidation ?

De mai à juillet, les deux experts sont partis en mission au Bénin, au Sénégal, au Mali, au Cameroun… Avec sous le bras les volumineux catalogues du musée du quai Branly à Paris. Ce musée, voulu par **Jacques Chirac**, dont le nom y est associé, dédié aux *« arts premiers »* (des Amériques, d'Océanie, d'Asie…), compte en effet dans ses collections près de 70 000 objets issus d'Afrique subsaharienne, *« dont environ 6 000 venant du Bénin »*. A chaque étape de leur périple, les experts, tels des représentants en souvenirs, ont ouvert leur catalogue pour que les pays concernés puissent y *« préempter »* les œuvres qu'ils estiment avoir été volées par la France colonialiste.

Ennemis un jour, alliés toujours

On verra bien le bilan définitif quand, dans les jours prochains, le rapport de mission sera rendu public. Toutefois, il y a dans cette histoire un parfum d'entourloupe. Jusqu'au discours de Macron, aucun pays africain ne s'était officiellement manifesté pour récupérer ce patrimoine, sauf un : le Bénin. Et encore, le Bénin du nouveau président **Patrice Talon**, élu en mars 2016. Quelle mouche l'avait donc piqué ?

Pour mieux comprendre, il faut savoir que le richissime homme d'affaires Patrice Talon avait basé sa campagne présidentielle sur la dénonciation de l'influence que la France exerçait sur son pays. Cette attaque visait surtout son adversaire, le Franco-Béninois **Lionel Zinsou**, premier ministre sortant, banquier d'affaires… et ancien nègre littéraire, puisqu'il écrivait les discours de **Laurent Fabius**, alors premier ministre ! C'est à Zinsou que **François Hollande** et **Manuel Valls** avaient confié la *« mission de préfiguration »* d'une Fondation pour la mémoire de l'esclavage, laquelle, comme l'avait révélé « Minute », va être installée dans l'Hôtel de la Marine, place de la Concorde, à Paris [1].

Talon ayant triomphé de Zinsou, lui président, il a tenu, selon ses promesses électorales, à prouver à ses électeurs que la France ne l'intimidait pas. Dès le 26 août 2016, Patrice Talon a demandé officiellement à la France de restituer les objets d'art collectés par l'armée française lors de la colonisation du royaume du Dahomey (l'actuel Bénin) lors de la campagne de 1892-1894. Poliment mais fermement, le 12 décembre suivant, **Jean-Marc Ayrault**, premier ministre de François Hollande, répondait aux Béninois qu'ils étaient bien gentils mais que cela ne pouvait pas le faire : *« Conformément à la législation en vigueur, ils sont soumis aux principes d'inaliénabilité, d'imprescriptibilité et d'insaisissabilité. En conséquence, leur restitution n'est pas possible. »*

Avec Macron, Talon a donc trouvé une oreille le plus attentive à cette requête qui est, aussi, une revendication du Cran, le Conseil représentatif des associations noires de France, présidé par le sulfureux **Louis-Georges Tin**, qui défend les Noirs et… les homosexuels. Le 10 décembre 2013, le Cran avait ainsi foutu le souk

Masques traditionnels japonais qui ressemblent beaucoup à la caricature de Jacques Chirac

au musée du quai Branly pour dénoncer les trésors soi-disant pillés par les armées coloniales au Bénin.

Sur le sujet de la « *restitution* », « *temporaire ou définitive* », Patrice Talon, hors période présidentielle, n'a rien à reprocher aux Zinsou… qui le soutiennent. Car dans la famille Zinsou, Lionel est marié à Marie-Cécile, qui préside une fondation influente et a tout compris à ce qui se trame. Elle a même expliqué la manœuvre à Radio France Internationale : « *Ce n'est évidemment pas quelque chose qui va se faire en un instant. Je pense que c'est pour cela que le président Macron a précisé qu'il pouvait y avoir des retours temporaires ou permanents. Je pense en effet que l'usage du mot "temporaire" n'était pas de dire qu'on va tout envoyer et tout récupérer. C'était plutôt de dire que pour l'instant, on va pouvoir faire des prêts et c'est comme cela qu'on va pouvoir aller très vite. Je pense que le prêt temporaire c'est pour pouvoir permettre, entre-temps, de légiférer et de faire une loi d'exception pour les objets de la colonisation* »…

La France est vraiment bonne fille

Patrice Talon n'a rien non plus à reprocher à la France. Il lui doit même beaucoup. Primo, l'un de ses ancêtres est un Français mulâtre, **Pierre Talon**, arrivé au Bénin à la toute fin du XVIII[e] siècle en tant que garde du fort de Ouidah, ancien port négrier.

Secundo, quand la justice béninoise le poursuivait pour diverses affaires typiquement africaines (malversations et tentatives d'empoisonnement sur le chef de l'Etat !), il a trouvé refuge à Paris de mai 2012 à octobre 2015. Pas dans un foyer pour migrants mais dans de confortables pénates ; toujours bien informé, le journal « Jeune Afrique » précise : « *Dans la capitale française, il possède un appartement cossu dans le XVI[e] arrondissement et a ses habitudes à l'hôtel George-V, luxueux établissement cinq étoiles situé non loin de l'avenue des Champs-Elysées.* » Il faut dire que Patrice Talon, qui a fait fortune dans le commerce du coton, a un patrimoine financier personnel estimé à 350 millions d'euros…

Et tertio, quand, élu président, il a eu des pépins de santé, c'est dans un hôpital parisien que, fin mai 2017, il a été opéré d'une tumeur à la prostate, puis d'une complication au niveau de l'appareil digestif.

Aujourd'hui, il a donc recouvré la santé, et va sans doute récupérer plusieurs milliers d'œuvres d'art en provenance de France. Pour en faire quoi ? Une attraction pour les touristes éventuels. A l'Unesco, le 1er juin 2018, il a confirmé le projet : « *Depuis deux ans en effet, le Bénin s'est engagé dans un important programme de développement du secteur de la culture et du tourisme pour augmenter son potentiel d'attractivité.* [ ] *Au-delà des questions d'ordre politique, historique, sociologique ou philosophique, la restitution, la circulation et le partage des biens culturels sont désormais pour le Bénin un moyen de lutte contre la pauvreté.* »

Et il peut compter pour cela sur l'aide… de la France ! Le 6 mars dernier, à l'Elysée, les deux présidents se sont rencontrés. Pour un entretien très fructueux, surtout pour le Bénin. La France s'est engagée, dans un accord-cadre dont les détails sont confidentiels, à apporter une aide globale, sous diverses formes, d'au moins 326 millions d'euros au Bénin. On sait d'ores et déjà que 175 millions seront consacrés à la construction d'un hôpital (car tous les Béninois n'ont pas les moyens de venir se faire soigner à Paris). On note aussi une subvention de 43 millions qui vise à « *réinventer la cité lacustre de Ganvié* ». Le reste ?

Talon a mis Macron à sa botte

En attendant des chiffres officiels, le président Macron a précisé les objectifs… béninois : « *Le développement du tourisme est une des grandes priorités de création d'activités et d'emplois. La France a un savoir-faire connu dans ce domaine et je souhaite que nous puissions vous accompagner pleinement dans cette stratégie.* » Et l'exploitation commerciale des objets d'art que la France va restituer au Bénin, comme Macron y consent : « *Vous avez des projets dans le domaine muséal ; nous pouvons travailler ensemble aussi sur des prêts issus de collections françaises et c'est pourquoi j'ai demandé, sans attendre donc l'issue de cette mission, au président du musée du quai Branly, **Stéphane Martin**, de se rendre au Bénin dans les prochaines semaines pour travailler avec vos équipes et les responsables béninois sur ce sujet.* »

Les effets de cette annonce ne se sont pas fait attendre. Un document officiel de l'ambassade de France au Togo daté du 27 avril 2018 atteste que les choses avancent au Bénin : « *Tourisme culturel : cinq cabinets architecturaux français (Atelier d'architecture de Valence-Loutati, Agence Françoise N'Thépé, Agence d'architecture Zuo Montpellier, Eremco, Atelier Les Crayons) ont été retenus pour la maîtrise d'œuvre, en partenariat avec des cabinets béninois, des équipements culturels et touristiques des localités d'Abomey, d'Allada, de Ouidah et de Porto-Novo.* » Et dans un second temps, ce sont des entreprises françaises du BTP qui réaliseront ces projets, qui seront à n'en pas douter financièrement garanties par la France.

Car Macron, qui a le sens de la politesse, ne va pas rendre au Bénin des bijoux de l'art sans leur offrir des écrins. Et il tiendra ainsi sa parole. Lors de son discours du 28 novembre 2017 à Ouagadougou, il déclarait : « *Je suis d'une génération où on ne vient pas dire à l'Afrique ce qu'elle doit faire.* » Effectivement il est d'une génération à qui l'Afrique peut dicter à un président de la France ce qu'il doit faire. ■

Pierre Tanger

1. Voir « Minute » n° 2813 du 15 mars 2017.

POUR AIDER « MINUTE »

Que tous les lecteurs qui ont répondu à notre appel trouvent ici l'expression de notre gratitude, celle de la direction de « Minute » qui se démène sans compter – ou plutôt si, en comptant chaque euro…

Pour répondre à certains d'entre vous qui nous ont demandé, dubitatifs, si la survie de « Minute » était réellement en jeu, la réponse est **OUI**. Sommes-nous sauvés ? Pas encore, mais nous avons bon espoir d'y parvenir si vous nous donnez les derniers coups de pouce qui sont vraiment indispensables à notre survie.

Beaucoup d'entre vous nous ont indiqué que, bien que soucieux de l'avenir du journal et malgré notre demande pressante, ils ne souhaitaient pas s'abonner, ne voulant pas pénaliser leur marchand de journaux. Nous vous avons entendu, de même que nous avons entendu tous les marchands de journaux dont la situation est, elle aussi, précaire.

Un autre moyen existe pour nous aider : l'Association de soutien à Minute. Nous vous invitons à y **adhérer** ou à y **réadhérer** ou simplement faire un don.

Chaque euro versé à l'Association de soutien à Minute bénéficie intégralement à « Minute ». Sans frais de gestion. Sans qu'il y ait quelque déperdition que ce soit. Un euro, dix euros, cinquante euros versés à l'Association de soutien à Minute, ce sont un euro, dix euros, cinquante euros qui sont versés directement à « Minute ».

A RETOURNER A :
SCI BP 20017 -
49260 MONTREUIL BELLAY
PDC 1

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Code postal : .....

Commune : .....

❒ Je règle par mandat
(à l'ordre de : ASM Minute)
❒ Je règle par chèque
(à l'ordre de : ASM Minute)
❒ par Internet :
http://www.soutien-minute.fr/faire-un-don
❒ par virement :
IBAN :
FR94 2004 1010 1231 5573 0G03 376
BIC : PSSTFRPPSCE
❒ Adhésion ❒ Réadhésion 2017
Montant de votre ❒ **adhésion**
ou de votre ❒ **DON** :
❒ 38 euros ❒ 50 euros
❒ 75 euros ❒ 100 euros
❒ 500 euros ❒ montant libre ..... €

Le Charivari de la semaine

Où je donnerais volontiers sa médaille à Benalla

Par une *« fatalitas »* à la *Chéri-Bibi*, les gentils canaillous auprès desquels nos présidents progressistes aiment à prendre la pose s'avèrent être d'authentiques délinquants. Ainsi en va-t-il du trop fameux Théo, malheureuse victime de la brutalité déchaînée de policiers racistes que *Flanflan-la-baudruche* avait été consoler en février 2017 sur son lit d'hôpital. *Jupicron*, alors candidat à la présidence de la République, y était allé lui aussi de son couplet indigné sur les *« violences policières »* et avait rendu hommage au brave petit jeune, sans attendre le début d'une enquête : *« Parce qu'à Aulnay, c'est la force illégitime de l'Etat qui a eu cours et la dignité d'un jeune garçon, d'une famille et d'un quartier, qui a été mise en cause »*, avait-il jugé. *« Je tiens à rendre hommage à Théo et à son entourage. Alors que tout semble les pousser vers la haine et la révolte, ils font preuve d'un formidable sang froid. Depuis plusieurs jours, ce sont eux qui incarnent la responsabilité. Ce sont eux qui refusent l'escalade de la violence. Ce sont eux qui en appellent à la patience et à la confiance dans nos institutions. Ils sont habités par un grand esprit de responsabilité. »* Hélas ! Depuis lors, les accusations portées contre les policiers se sont écroulées et Théo lui-même a été mis en examen au mois de septembre dernier, suspecté d'avoir bénéficié, comme sept autres membres de cette sympathique famille si éminemment *« responsable »*, d'un détournement de subventions publiques perpétré par son frère (à hauteur de 678 000 euros !).

L'expérience n'apprend rien à Jupicron, qui a toujours raison. A la fin du mois de septembre dernier, il a donc pris la pose, lors d'un déplacement aux Antilles, à côté d'un gentil repris de justice antérieurement condamné pour un braquage : un doigt d'honneur, deux doigts de délinquance et, clic clac, la photo a fait le tour des réseaux sociaux. Aux esprits chagrins que la séquence interloquait, l'ami des canaillous répliquait, en presque français dans le texte : *« Ce qui fait que je me suis battu pour être élu face à **Marine Le Pen** et que je suis là aujourd'hui, c'est parce que j'aime chaque enfant de la République, quelles que soient ses bêtises… »* Hélas, les bêtises se sont multipliées et le joyeux enfant de la République a été condamné le 17 octobre à huit mois de prison, dont quatre fermes, pour détention de stupéfiants et rébellion, en état de récidive pour des faits similaires commis en 2016.

Un autre canaillou de **Macron**, qui appartint à son entourage immédiat, tient actuellement la vedette sur les médias. **Benalla**, grand enfant de la République, réclame paraît-il une médaille pour avoir défendu le régime, au péril de sa carrière : *« J'ai fait mon devoir de citoyen… Si c'était à refaire, je referais de la même façon. Je suis fier de ce que j'ai fait »*, a-t-il déclaré aux juges qui entendaient le 5 octobre dernier, en affirmant qu'à la Contrescarpe, le 1er mai dernier, *« c'était la guerre civile »*. Ce dialogue avec les magistrats pourrait avoir été imaginé par **Audiard**, avec **Lino Ventura** dans le rôle de Benalla. Comme les juges l'interrogent sur la *« lourde frappe sur le haut du crâne »* qu'il a infligée au petit crétin gauchiste (j'aurais bien vu **Jean Lefebvre** dans le rôle), le sauveur de la République répond : *« Là, j'ai eu un geste vigoureux, je ne dis pas le contraire. Il m'a tenu fermement, ma main est arrivée comme ça et elle a atterri entre son oreille et son épaule. »* Un peu sur sa physionomie, en quelque sorte… Pauv' *Michalon* ! Personnellement, je comprends Benalla et serais favorable à ce qu'on le décore, en effet, pour cet acte de civisme incontestable – avant de passer aux vraies questions, reléguées au second plan dans cette histoire : pour quelles raisons et en récompense de quels services Macron lui avait-il concédé les avantages exorbitants qui étaient les siens avant cette *« chamaillerie »* (comme dit le canaillou) avec les gogochistes de la Contrescarpe ? Par simple goût de la canaillerie ?

Où Griveaux enfume les Français par écologie

Macronage et enfumage sont les deux nouvelles mamelles de la France – le contribuable restant cantonné, quant à lui, au rôle de la vache à lait, pour le moins bon et pour le pis. *« **Wauquiez**, c'est le candidat des gars qui fument des clopes et qui roulent au diesel. Ça n'est pas la France du XXIe siècle que nous voulons »*, a déclaré **Benjamin Griveaux**, en réponse aux critiques du patron des Républicains, Laurent Wauquiez, concernant la taxation-assommoir du carburant. En deux propositions relatives, le porte-parole du gouvernement brosse ainsi le portrait du mauvais citoyen en macronie : pas le canaillou, l'escroc immigré aux subventions, l'ex-braqueur reversé dans la chnouffe, le spadassin de *Jupicron* doré sur tranches aux frais des Français, mais le fourbe père de famille, prétendument honnête, qui rentre du boulot en fumant sa cigarette dans sa voiture roulant au diesel. Honte sur le misérable *« gars »*, trop ringard pour mériter d'intégrer le beau XXIe siècle que nous voulons, nous autres, modernes bobos de la macronité triomphante ! Il importe peu à Griveaux que l'Etat lui-même ait poussé les Français à rouler au diesel, à l'époque où ce même Etat accusait les véhicules à essence de mettre à mal la couche d'ozone. Les particules fines permettent aujourd'hui de rattraper le manque à gagner – étant entendu que le fisc appelle *« manque à gagner »*, ou *« cadeau fiscal »*, ce qu'il daigne laisser aux Français du fruit de leur travail. **Courteline** aurait pu y trouver la matière d'une pièce : le percepteur est généreux !

Grivo-bobeaux fait partie des princes de la cour parisienne de *Jupicron* qui disposent de carrosses dorés gouvernementaux. Les Parisiens eux-mêmes bénéficient d'un réseau de transports en commun et de taxis inégalé et sont donc beaucoup moins touchés par la hausse du prix de l'essence que les habitants de la France dite périphérique : savoir, le commun des péquenots qui vivent aux confins de la ruralité ou au fond des banlieues, ceux qui sont chargés d'une famille nombreuse qu'ils véhiculent dans une bétaillère roulant au diesel, ceux qui n'ont pas les moyens de changer leur vieux tacot même en comptant sur la prime à la casse, tous ces Français moyens qui ne sont rien selon *Jupicron* et que les ex-socialistes réconciliés avec la Finance regardent comme les perdants-perdus de la modernité. C'est eux que les taxes prétendument environnementales et progressistes imaginées sous prétexte d'écologie par Grivo-bobeaux et ses copains ratissent en priorité. Mais ce sont eux aussi qui descendront sur les routes le 17 novembre pour corner aux oreilles des princes de Boboland la colère de la France *« profonde »*.

Où les députés financent le grand remplacement

Il s'est trouvé une seule élue au sein de l'Assemblée nationale pour protester contre la revalorisation de l'allocation du demandeur d'asile à hauteur de 1,6 %, alors que les pensions de retraite et les allocations familiales sont revalorisées sous l'inflation, à 0,3 %. Cette élue courageuse est **Emmanuelle Ménard**. *« Je vous souhaite du courage pour expliquer à nos retraités et à nos familles qu'ils ne bénéficieront pas des mêmes avantages »* que les immigrés récemment arrivés en France, a-t-elle lancé aux députés de la majorité. Rappelons que depuis 2015 (**Macron** était ministre de l'Economie), les allocations familiales sont *« modulées »* en fonction des revenus, ce qui revient à en priver des familles nombreuses françaises, tandis qu'on les distribue à d'autres, installées récemment sur notre sol et qui ne possèdent pas notre nationalité. C'est ainsi que les Français financent eux-mêmes leur remplacement à brève échéance. ■

François Couteil

Jean-Frédéric Poisson est ancien député de Rambouillet. Il devrait figurer en troisième position sur la liste de Nicolas Dupont-Aignan aux élections européennes. Il pose la question de l'islam *« à la conquête de l'Occident »*.

L'islam se propage à visage découvert

Pour le président du Parti chrétien démocrate (PCD), c'est clair, il y a un plan de conquête, et ce plan n'est pas un fantasme complotiste de plus puisqu'il s'agit d'un texte officiel, que chacun peut se procurer et qui a été signé par tous les Etats musulmans dans le monde. L'Organisation de la Conférence islamique (OCI) est la deuxième organisation internationale, elle a été créée en novembre 1967. Elle regroupe 57 Etats membres, sans compter les observateurs comme la Russie. Son siège est à Djeddah en Arabie saoudite. Elle a en outre créé une branche culturelle l'Isesco, l'Organisation islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture, qui a décidé de mettre en place *« un cadre référentiel de l'action culturelle à l'extérieur du monde islamique »*. Ce document, paru dans les années 2000 sous le titre *« Stratégie culturelle islamique à l'extérieur du monde islamique »*, offre une synthèse des positions de l'islam politique (je veux dire des Etats musulmans) face à l'ampleur de la diaspora musulmane dans le monde.

Le champ de bataille est clairement désigné par les auteurs de ce texte, c'est la culture : *« La culture étant par excellence le fondement de la personnalité de la nation, il apparaît nécessaire d'agir selon un plan culturel islamique unifié dans les milieux des immigrés pour leur faire conserver leur identité, la consolider, la maintenir réelle et vivante sous toutes les nuances islamiques. »*

Il n'est pas question d'adaptation de l'islam à l'Occident et à sa civilisation ; les auteurs cherchent au contraire à *« présenter l'islam dans l'authenticité de sa lettre et de son esprit »*, *« exempte comme elle l'est de fanatisme, d'extrémisme ou de violence »*, en aidant au développement de communautés islamiques respectueuses de la charia, ce qui apparaît d'autant plus facile que les sociétés occidentales *« deviendront multiraciales et multiculturelles »*. Il y a une opportunité historique pour l'islam, un vide juridique, où cette religion qui n'est pas qu'une religion mais qui est un système social, peut s'engouffrer. Le document a bien saisi le moment historique qui se présente à l'islam en Occident.

Une alliance de tous les spiritualistes est-elle possible ?

Jean-Frédéric Poisson a été, on s'en souvient, l'un des principaux opposants à la loi **Taubira** sur le mariage pour tous. On peut se demander pourquoi il part en guerre contre l'islam alors que ce catholique convaincu trouve dans la résistance religieuse organisée par ce document des points d'accord avec le christianisme pour ce qui est de la défense d'une morale naturelle et d'une vie spirituelle face à une laïcité qui, aujourd'hui, défend vigoureusement l'agnosticisme et le matérialisme.

Une alliance de tous les spiritualistes est-elle possible ? Jean-Frédéric Poisson, analysant le document stratégique, répond résolument non. Il suffit de citer ce qui concerne la famille dans le texte de l'Isesco : on y affirme d'abord que *« la famille, en sa qualité de noyau de la cellule sociale, permet la stabilité, la sécurité et l'équilibre »*. Elle permet *« d'écarter l'éclosion de nombreux problèmes dont on peut se préserver »*. Fort bien. Mais de quelle famille parle-t-on ? La réponse à cette question est sans ambiguïté. Lorsque l'Isesco appelle à défendre la famille, il s'agit, selon ses propres termes, de celle qui cause *« la conservation de l'espèce humaine, qui se reproduit au sein de la Oumma musulmane, conformément à la loi prescrite par le législateur »*. Le législateur, on l'aura compris, c'est Allah et personne d'autre.

Il serait donc profondément illusoire d'envisager que l'islam officiel puisse fournir des troupes au combat qui s'annonce contre la PMA sans père ou contre la GPA. Les Etats musulmans ne défendent pas une conception universelle de la famille. Contrairement à l'enseignement catholique officiel, ils ne reconnaissent aucun droit naturel s'imposant à toutes les convictions religieuses ou irréligieuses. Pour eux, ce qui est à défendre, c'est uniquement la famille musulmane, celle qui observe les lois de l'islam. Les autres familles sont mécréantes, leur défense ne concerne pas un musulman.

Alors que faire ? *« Une seule perspective est possible, il faut rouvrir les portes de l'interprétation »*, en espérant que l'islam se réforme de lui-même. Jean-Frédéric Poisson fait allusion à un épisode célèbre dans l'histoire de l'islam : au IXe siècle, le Calife **Al Mutawakil** a décidé de toute son autorité politico-religieuse que l'on prendrait désormais le Coran à la lettre. Il faudrait une autorité (mais laquelle ?) pour édicter le contraire : pour permettre officiellement une contextualisation et une interprétation moderne de l'islam et de ses textes.

Jean-Frédéric Poisson croit à *« la possibilité d'une action conjointe de tous : responsables politiques, représentants et fidèles musulmans, intellectuels de toutes confessions… »* Il faut bien reconnaître que les modalités concrètes d'une telle manifestation de masse restent à préciser… ■

Joël Prieur

Jean-Frédéric Poisson, *L'islam à la conquête de l'Occident, la stratégie dévoilée*, éd. du Rocher, 288 p., 19 euros (à paraître le 7 novembre)

Fidèle au Poste

Apple, Google, Facebook… Les nouveaux maîtres du monde, jeudi 1er novembre, France 2, 21 heures

A l'origine de la révolution numérique, qui a profondément transformé le monde et n'a pas fini de le faire, plus profondément encore que la révolution industrielle, se trouvaient quelques jeunes gens qui n'avaient aucune idée du pouvoir et de la fortune qu'ils allaient acquérir. Ils sont aujourd'hui plus forts que les Etats et imposent leur mainmise sur le monde entier. Jusqu'où iront Bill Gates, Mark Zuckerberg, Sergey Brin ou Larry Page ? Google, Facebook, Apple, Microsoft sont les nouveaux maîtres du monde.

La Chambre des officiers, un film de François Dupeyron, lundi 5 novembre, Arte, 20 h 55

Adapté du beau roman éponyme de Marc Dugain, La Chambre des officiers évoque, avec délicatesse, sensibilité et parfois une touche d'humour, le sort des *« gueules cassées »*, ces soldats qui revinrent défigurés de la Grande Guerre et durent apprendre à vivre ainsi. *« Superbement filmé, très réaliste, ce film par moments très sombre est en réalité empli d'une espérance consolante »*, écrit Laurent Dandrieu dans son Dictionnaire passionné du cinéma.

Mission Vérité – Le « New York Times » et Donald Trump, mardi 6 novembre, Arte, 20 h 50

En quatre épisodes de 52 minutes diffusés à la suite, *« Mission Vérité »* présente une plongée, sous forme d'un documentaire au montage digne de celui d'une série américaine à suspense, dans la rédaction du « New York Times » durant la première année de la présidence de Donald Trump. Durant les cent premiers jours, on voit apparaître, avec l'affaire russe, ce qui pourrait être un nouveau Watergate. Puis vient l'affaire Weinstein et la rédaction découvre qu'elle a nourri en son sein un prédateur sexuel. ■

_31 octobre 2018_n° 2895 3,50 €

Histoire et actualité

minute

Quand Poujade faisait trembler la République

Cette fois, la coupe déborde. Avec une constance inquiétante, les tarifs à la pompe de l'essence et du gas-oil s'alignent sur ceux du caviar, frappant de plein fouet toute cette France dite périphérique qui n'a pas forcément les moyens de se payer une voiture hybride neuve et qui doit tout de même prendre le volant pour le moindre déplacement. L'exaspération devient telle que certains appellent à un blocage des grandes villes le 17 novembre prochain.

Des manifestations de ras-le-bol contre la fiscalité, cela existe depuis que les Français paient des impôts. De **Philippe le Bel** à **Louis XIV**, tous nos rois ont dû affronter, soit de simples coups de sang locaux et vite réprimés, soit de véritables embrasements menaçant directement les institutions. La dernière en date ne remonte pas si loin (65 ans !) et pourtant, elle est déjà plus ou moins oubliée, y compris de ceux qui l'ont vécue. Qui se souvient du mouvement poujadiste ?

L'époque où se déroula cette histoire nous paraît aujourd'hui bien lointaine, à tous points de vue. Ce sont les fameuses Trente Glorieuses, ces années d'après-guerre où la France se reconstruit et se modernise. Cette modernisation prend d'ailleurs parfois des allures de révolution. A la périphérie des villes, des grands ensembles émergent des terrains vagues en remplacement de l'habitat vétuste, tandis que dans les campagnes, la vie paysanne change radicalement.

L'administration aussi se modernise. L'ENA, créée en 1945, y injecte ses premiers élèves. De son côté, la Direction générale des impôts est instituée en 1948 et met en place des inspecteurs, certes compétents, mais souvent arrogants, voire brutaux. Habilités à contrôler l'ensemble des contributions (directes, indirectes et droits d'enregistrement), ces jeunes inspecteurs sont appelés *« polyvalents »*.

Lorsque commence notre histoire, la conjoncture économique est particulière : l'inflation baisse et les artisans et petits commerçants, imposés au forfait, doivent faire face à une pression fiscale devenue intolérable (+ 18 % en 1952 et + 20 % en 1953). Pour beaucoup d'artisans et de petits commerçants, la ruine se profile.

Le croirait-on ? C'est une amnistie fiscale qui va déclencher la crise. Réduits au chômage technique, nos polyvalents vont se tourner précisément vers ces petits artisans et ces commerçants, vus non seulement comme d'anciens profiteurs du marché noir, mais aussi, surtout, comme des freins à la modernisation du commerce.

Nous sommes le 21 juillet 1953 à Saint-Céré, dans le Lot. Ce matin-là, des polyvalents arrivent dans le bourg afin de procéder à des vérifications de factures. Malheureusement pour eux, ils tombent sur un comité d'accueil musclé, composé de 150 personnes ou environ, qui les empêche de procéder aux vérifications en question. L'après-midi, les inspecteurs, venus de Figeac, doivent reculer devant une soixantaine de personnes. A la tête des opposants figure un conseiller municipal nommé **Pierre Poujade**.

C'est une figure locale, ce Pierre Poujade. Bâti comme un rugbyman et fort en gueule, ce papetier dont les affaires ne marchent guère se révèle un meneur d'hommes hors pair. Ancien sous-officier d'aviation dans les FFL après une période pétainiste (et même doriotiste), il va prendre en main l'organisation du mouvement de révolte.

D'abord, ce sont des réunions dans les villes du département, puis, en novembre 1953, la création à Cahors de l'UDCA (Union de défense des commerçants et artisans). Le mouvement organise manifestations et réunions, mais aussi des opérations plus énergiques en opposition aux contrôles fiscaux, comme le sabotage des enchères sur les biens saisis par l'administration et la grève de l'impôt.

Mais les limites de l'UDCA apparaissent assez vite. Son recrutement paraît limité au sud de la Loire et elle ne sera jamais, à ce point de vue, un mouvement national. Et puis il y a l'incontestable dérive droitière de Poujade, qui écarte de lui ceux qui avaient d'abord regardé son mouvement avec sympathie.

Le premier véritable succès politique de Poujade sera aussi le dernier. Aux élections législatives de 1956, Union et Fraternité françaises, vitrine électorale de l'UDCA, obtient 2,4 millions de voix, soit 52 députés (parmi lesquels **Jean-Louis Tixier-Vignancour** et un certain **Jean-Marie Le Pen**). Le slogan du jeune parti se résume à la formule fameuse : *« Sortez les sortants »*.

Une fois installés au Palais Bourbon, les nouveaux députés font la preuve que de bons slogans ne suffisent pas. Dérapages, injures et surtout inefficacité auront raison de la crédibilité du mouvement. Les législatives suivantes sonneront le glas du mouvement. Il en reste aujourd'hui l'image d'un parti populiste, qui, pendant quelques courtes années, fit trembler la IVe République. ■

Jean-Michel Diard

JE SOUTIENS MINUTE ET DONC JE M'ABONNE OU JE FAIS UN DON

Nom : .....
Prénom : .....
Adresse : .....
Code postal : .....
Commune : .....

❒ Je m'abonne à Minute
❒ Je me réabonne à Minute
❒ Je fais un don

❒ Je règle par Carte bancaire

N° :

Crypto : les 3 chiffres au verso de la CB

Expire : (MM/AA)

❒ Je règle par mandat (à l'ordre de : ASM Minute)
❒ Je règle par chèque (libellé à l'ordre de : ASM Minute)
❒ par Internet : **http://www.minute-hebdo.fr/abonnement** ou rubrique DON, ou sur **http://soutien-minute.fr**
❒ par virement : IBAN : FR94 2004 1010 1231 5573 0G03 376
BIC : PSSTFRPPSCE

ABONNEMENT	❒ 1 AN (52 nos)	❒ 6 MOIS (26 nos)	❒ Promotion (12 nos)
FRANCE	110,00 €	65,00 €	33,00 €
ÉTRANGER (CEE)	129,00 €	69,00 €	36,00 €
DOM-TOM et ÉTRANGER hors CEE (Taxes aériennes incluses)	185,00 €	98,00 €	40,00 €

N° 2895

A RETOURNER A : SCI BP 20017 - 49260 MONTREUIL-BELLAY PDC 1

minute

Tél : 09 62 53 57 98
du lundi au vendredi de 10 h/14 h - 13 h/17 h
COURRIEL : minute@minute-hebdo.fr

« Minute » est édité par SEJMEV au capital de 24 320 €
RCS Paris B 784 591 117
Siège social : **15, rue d'Estrées – 75007 Paris.**

Dépôt légal à parution.

Imprimerie :
Roto Centre, 45770 Saran

Fondateurs : Jean Boizeau † et Jean-François Devay †

Directeur de la publication : Jean-Marie Molitor

ISSN : **1243-7751**

N° de Commission paritaire : **0721 C 84384**

M 06468 - 2895 - F: 3,50 €